ARRETE n° 739 CM du 12 juillet 1996 relatif aux modalités d'agrément des pépinières, exploitations agricoles et structures de conditionnement.

NOR : SDR9600868AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Vu la loi organique n°96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française;

Vu l'arrêté n°195PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française;

Vu le décret n°55-1219 du 13 septembre 1955 portant règlement d'administration publique fixant les conditions d'application de la loi du 26 novembre 1952;

Vu la délibération n°93-155AT du 3 décembre 1993 modifiée portant protection des végétaux sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française;

Vu la délibération n°96-42AT du 29 février 1996 modifiant la délibération n°93-155 du 3 décembre 1993, notamment son article 4;

Vu la délibération n°96-43AT du 29 février 1996 définissant les mesures relatives à l'inspection phytosanitaire sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française, notamment ses articles 22, 23, 24 et 25;

Vu l'avis du comité consultatif pour la protection des végétaux en sa séance du 14 mars 1995;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 10 juillet 1996,

Arrête:

Article 1er.— Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités d'agrément des pépinières ou exploitations agricoles qui désirent importer, exporter, expédier vers les îles des archipels de la Polynésie française, des végétaux et produits végétaux. Il concerne également les structures de conditionnement des végétaux et produits végétaux.

Art.2.— Les pépinières ou exploitations agricoles, personnes physiques ou morales, pouvant bénéficier des mesures d'agrément sont définies comme suit:

- personne physique ou morale patentée et régulièrement inscrite auprès de la chambre de commerce depuis deux (2) ans au moins et ayant ses activités principales dans le secteur agricole;
- personne physique possédant au minimum le brevet d'enseignement professionnel agricole (B.E.P.A.) et ayant ses activités principales dans le secteur agricole;
- professionnel ou groupement (coopérative, G.I.E., groupement de producteurs, syndicat...) du secteur agricole ayant au moins deux (2) ans d'activité;
- institut de recherche agricole et structure de formation agricole.

Agrément des pépinières et exploitations agricoles

Art. 3.— Les pépinières et exploitations agricoles qui désirent recevoir l'agrément doivent en faire la demande écrite au service chargé de la protection des végétaux qui assure le suivi du dossier.

Art.4.— Dès réception de la demande, les agents habilités dudit service effectuent une visite d'inspection. L'agrément d'une pépinière ou d'une exploitation agricole est subordonné au respect du cahier des charges qui est établi suite à cette visite.

Art.5.— Ce cahier des charges fixe les modalités de prélèvement des échantillons, un programme de traitements phytosanitaires et un calendrier de visites de contrôle par les agents habilités du service chargé de la protection des végétaux. Il fixe en outre les conditions particulières spécifiques à chaque produit.

Art. 6.— Lorsque les exigences phytosanitaires ont été remplies et sur proposition du service chargé de la protection des végétaux, le ministre de l'agriculture prendra un arrêté d'agrément.

Art.7.— Les pépinières et exploitations agricoles qui ont été agréées reçoivent un numéro d'identification qu'elles doivent apposer obligatoirement sur les lots qui sont acheminés vers les stations de conditionnement prévues aux articles 9 et 10.

Art.8.— Sur proposition du service chargé de la protection des végétaux, l'agrément peut être retiré provisoirement ou définitivement, pour les motifs suivants:

- non-respect des clauses du cahier des charges;
- raisons phytosanitaires laissant craindre une contamination ou une infestation.

En cas d'urgence, le service chargé de la protection des végétaux peut notifier aux exploitations concernées la suspension provisoire de leur agrément. Il appartient au ministre de tutelle de confirmer définitivement cette décision, dans le cas où aucune amélioration ne serait intervenue dans le délai d'un mois.

Agrément des stations de conditionnement

Art. 9.— Les stations de conditionnement du département de la protection des végétaux situées à Motu Uta et à l'aéroport de Faa'a sont agréées pour recevoir et conditionner les productions des exploitations agréées.

Art.10.— Des stations privées peuvent également être agréées. A cette fin, une demande doit être adressée au service chargé de la protection des végétaux, accompagnée de la liste des exploitations agréées qui approvisionnent ces stations.

Art.11.— Dès réception de la demande, les agents habilités dudit service effectuent une visite pour juger de la qualité des installations de conditionnement et de stockage.

Art.12.— Ces stations doivent être propres, couvertes, avoir une dalle en ciment et comprendre si nécessaire des bacs pour les préparations pesticides et le rinçage, des tables pour le ressuyage et le conditionnement des végétaux. Pour le stockage, une chambre propre et isolée est obligatoire pour éviter la réinfestation.

Art.13.— L'agrément est délivré lorsque les installations sont jugées conformes. Cet agrément peut être retiré si les exigences prévues à l'article précédent ne sont plus respectées.

Dispositions finales

Art.14.— L'arrêté n°1130CM du 13 octobre 1988 fixant les exigences phytosanitaires imposées aux végétaux et produits végétaux destinés à l'exportation est abrogé.

Art. 15.— Le ministre de l'agriculture et de l'élevage est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 juillet 1996.

Pour le Président absent:

Le vice-président,

Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement:

*Le ministre de l'agriculture
et de l'élevage,*

Patrick BORDET.